

Date : 07/09/2007



## Les facteurs qui ont influencé la création et le développement des bibliothèques en Afrique subsaharienne

**R.H.I.S. Ranasinghe**  
Université de Kelaniya,  
Sri Lanka

Traduit par Dominique Ülkü (Bibliothèque de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement, Genève, Suisse)  
Dominique.Ulku@iued.unige.ch

**Meeting:** **144 Library History**

**Simultaneous Interpretation:** [No](#)

**WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 73RD IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL**  
19-23 August 2007, Durban, South Africa  
<http://www.ifla.org/iv/ifla73/index.htm>

Le but de cet exposé est d'examiner les facteurs les plus propices qui ont influencé la création et le développement des différents genres de bibliothèques en Afrique subsaharienne. Il s'agit d'une analyse générale qui couvre la période de l'ère coloniale jusqu'aux années 1960.

L'Afrique subsaharienne est constituée de 47 pays. Ces pays peuvent être classés en Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique Centrale et Afrique Australe et presque tous ont été dominés par l'administration coloniale de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique, de l'Espagne et du Portugal.

En ce qui concerne la création et le développement des bibliothèques, quelques facteurs influents communs peuvent être observés dans ces pays en fonction des pays dirigeants. Tandis que les pays sous gouvernement britannique en Afrique de l'Ouest, appelée Afrique anglophone, montrent des preuves de l'influence britannique, les pays sous gouvernement français, appelés Afrique francophone, ont été influencés par certains faits communs. Toutes les colonies ont acquis leur indépendance entre les années 1950 et les années 1970.

L'introduction de l'enseignement conventionnel dans les pays coloniaux peut être citée comme le facteur déterminant à l'origine de la création des bibliothèques. Les systèmes éducatifs furent instaurés dans ces pays par les gouvernements coloniaux et par les missionnaires. Alors que le but des gouvernements était de former le personnel nécessaire à l'administration de ces

pays, l'objectif des missionnaires était de propager la religion. Une première école primaire a été ouverte en 1658 par la Compagnie Hollandaise de l'Inde de l'Est, pour les enfants des esclaves amenés au Cap (Kesting 1980, 151). Les missionnaires ouvrirent la voie à l'éducation dans certains pays. Un exemple est celui de la République Démocratique du Congo. Là, la majorité des écoles furent construites par des missions, principalement des missions catholiques (Vranex 1971, 607). En Côte-d'Or, les missionnaires jouèrent un rôle plus important que celui de l'État, en ce qui concerne la dissémination de l'éducation. Ils considéraient l'éducation comme une stratégie importante pour l'enseignement et la diffusion de leur religion. L'église missionnaire anglaise a ouvert une école normale à Cape Coast en 1751. La mission presbytérienne ouvrit également des écoles. Les autres églises, principalement les églises catholiques, la Wesley (à présent l'église méthodiste), les missions de Brême, ouvrirent quelques lycées, tout au long de la côte. Les Presbytériens, les Méthodistes et les Catholiques romains ouvrirent aussi des collèges d'enseignement pour instituteurs. Ils entreprirent l'éducation à l'École du dimanche, et en plus par des classes pour des adultes illettrés afin de leur permettre de lire la Bible (Osei - Bonsu 1988, 224-225).

La population lettrée, issue de cette éducation, avait besoin d'élargir davantage son éducation. Non seulement la population instruite locale, mais encore les gens qui retournaient au pays avec une formation étrangère ; ceux qui provenaient des pays dirigeants en tant qu'administrateurs et les commerçants avaient besoin d'améliorer leurs compétences et leurs professions. Par conséquent, les personnes instruites conçurent des sociétés littéraires et des clubs sociaux. Ces sociétés et clubs avaient des collections de livres que les membres pouvaient emprunter. Comme Kimble l'indique, la première salle de lecture a été formée par la Société Try à Cape Coast, au Ghana, en 1860 (Kimble 1963,146). Selon Kesting, la collection privée des livres de Joachim Nikolaus Von Dessin devint même la base de la première bibliothèque d'Afrique du Sud (Kesting 1980, 167).

Progressivement cette société, ce club et ces bibliothèques privées devinrent des bibliothèques par abonnement. Afin de développer les collections et pour le travail de maintenance, les membres devaient payer une certaine somme d'argent. Certaines de ces bibliothèques par abonnement furent fondées directement par les autorités.

Quelques gouverneurs coloniaux veillèrent davantage à fonder des bibliothèques publiques au lieu de ces bibliothèques par abonnement. Par exemple, dans la déclaration émise par le Gouverneur britannique du Cap en 1818, il précisa que les recettes de la production du vin devaient être utilisées pour la création d'une bibliothèque publique. Par la suite, les autorités résilièrent cette déclaration en 1829 ; après cela, les gens durent s'abonner pour pouvoir utiliser la bibliothèque (Kesting 1980, 168). Toutefois, en 1874 la situation a changé avec la promulgation des Réglementations de Molteno. L'ordre du secrétaire colonial de la colonie du Cap, John Molteno, était d'encourager la dotation et le développement de bibliothèques dans les plus petites villes, au moyen d'une subvention annuelle du gouvernement. Une condition était que les bibliothèques publiques devaient en autoriser la fréquentation gratuite au public (Plumbe 1968,124-125).

Par l'implantation de bibliothèques par abonnement et de bibliothèques gratuites, la rareté des livres, particulièrement dans les langues vernaculaires a posé un sérieux problème aux

bibliothèques subsahariennes. Pour répondre à ce problème, les missionnaires furent les premiers à se charger d'imprimer du matériel de lecture dans les langues vernaculaires. La presse d'imprimerie missionnaire était conçue pour l'impression rapide des livres religieux dans les langues locales de la Côte-d'Or autour de 1740 (Osei-Bonsu 1988, 226). Pour satisfaire les demandes en augmentation des gens instruits, progressivement, l'impression de livres a commencé dans les pays subsahariens. Il est intéressant de noter que la Bibliothèque Publique d'Afrique du Sud, qui fut fondée en 1818, devint la bibliothèque du copyright en 1873 (Kesting 1980,170). Comme service régional, le Bureau de Littérature de l'Afrique de l'Est a été conçu en 1948 avec pour objectifs principaux de publier du matériel de lecture adapté à l'Afrique de l'Est et d'encourager l'écriture originelle des populations indigènes (Sait 1972, 324).

Il est évident que certaines bibliothèques gouvernementales furent fondées au XIX<sup>ème</sup> siècle dans certains pays africains, en fonction des nécessités des gouvernements coloniaux. En voici précisément quelques exemples. Il y avait un certain nombre de bibliothèques particulières qui existaient en Afrique du Sud en tant qu'institutions industrielles et de recherche (Kestings 1980, 169). Au Ghana, les bibliothèques du Département de l'Education, du Département de l'Agriculture et du Secrétariat aux Affaires Indigènes furent érigées vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle (Osei-Bonsu 1988, 222) Au Nyassaland (à présent le Malawi), la première bibliothèque d'agriculture de l'Afrique tropicale fut érigée en 1899 et une bibliothèque médicale en Ouganda fut construite en 1897 à l'Hôpital Mongo, à Kampala (Plumbe 1968,124).

A l'origine du développement des bibliothèques, les pays de l'Afrique subsaharienne tirèrent profit des nombreuses organisations internationales et nationales, qui contribuèrent de différentes manières telles que la planification, la recherche de fonds et la formation du personnel.

L'engagement de l'Unesco au développement des bibliothèques publiques dans les pays africains commença en 1949 par la publication du "Manifeste de la Bibliothèque Publique" (Unesco 1949). Son objectif principal était de populariser et de promouvoir les bibliothèques publiques tout autour du monde, ce qui est l'un des plus importants documents préparés par l'Unesco pour atteindre ses objectifs. Il est dit : "En tant qu'institution démocratique, conduite par le peuple pour le peuple, la bibliothèque publique doit être ... ouverte à l'accès gratuit selon des principes égalitaires à tous les membres de la communauté, indépendamment du travail, des croyances, de la classe sociale ou de la race" (Unesco 1949, 242).

L'Unesco a joué un rôle majeur pour éradiquer l'illettrisme, en entamant diverses étapes dans les pays subsahariens, depuis le début en 1946. L'Unesco avec le PNUD a amorcé un Programme Expérimental Mondial d'Alphabétisation, en organisant des programmes d'alphabétisation de masse, tels que des cours littéraires pour adultes. Sa campagne d'alphabétisation cite les bibliothèques comme l'une des méthodes efficaces pour éliminer l'illettrisme. Des personnes qui n'avaient jamais joui du privilège de fréquenter une école et qui ne pouvaient pas lire sont assimilées à des illettrés (Unesco 1970, 11-17).

Dans le milieu des années 1960, l'Unesco a ajouté une nouvelle dimension au mouvement d'alphabétisation par l'introduction du concept d'Alphabétisation fonctionnelle'. L'Unesco a identifié ce terme ainsi : "Le travail d'alphabétisation fonctionnelle doit être pris dans le sens de

n'importe quelle opération d'alphabétisation conçue comme un élément de projets de développement économique et social" (Kibirige 1977,57). Afin d'éliminer l'illettrisme, l'Unesco a soutenu quelques projets d'alphabétisation fonctionnelle dans des pays africains. Par exemple : le Projet tanzanien en 1968 (Kibirige 1977, 64).

L'Unesco a encouragé le concept de « Système d'Information Nationale (NATIS)» afin de tirer le maximum de profits de l'information. Ce système a encouragé la formation de politiques d'information d'ensemble et la création d'infrastructures d'information pertinente et de réseaux aux niveaux nationaux (Kibirige 1977, 50).

L'Unesco a organisé de nombreuses conférences dans les pays de l'Afrique subsaharienne et son engagement dans le développement des bibliothèques en Afrique de l'Ouest a commencé en 1953, par son séminaire sur le développement des bibliothèques publiques en Afrique, qui s'est tenu à Ibaden, au Nigeria. Le compte-rendu de ce séminaire, lequel a influencé la création des services de bibliothèque africaine, indique que la bibliothèque publique doit soutenir les programmes d'éducation des adultes et d'éducation élémentaire, fournir des services efficaces pour les enfants et les jeunes gens et promouvoir la lecture pour le plaisir et les loisirs. Il a aussi mis l'accent sur la nécessité de produire du matériel de lecture à moindre coût et a aussi recommandé aux écoles de bibliothécaires de fournir un enseignement professionnel complet. L'Unesco a joué un rôle considérable en le promouvant (Gardner 1966, 212-213).

A la suite du séminaire d'Ibaden, l'Unesco a démarré un projet de bibliothèque pilote à Enugu, à l'Est du Nigeria en 1957-1958. Il fournissait l'assistance experte et l'assistance financière pour l'achat d'un fonds initial de livres et d'un bibliobus (Gardner 1966, 213).

Un autre séminaire régional sur le développement de bibliothèques publiques en Afrique s'est tenu à Enugu en 1962. Les principales recommandations du séminaire furent : planifier un service national de bibliothèque, ébaucher les règlements et la coordination d'associations de bibliothèques et la coopération des bibliothèques et la formation de bibliothécaires (Gardner 1966, 215).

L'Unesco a veillé à développer des bibliothèques scolaires également. Son rôle dans le développement des bibliothèques scolaires en Afrique a commencé en 1966 par l'accord signé avec le Gouvernement Fédéral du Nigeria pour l'établissement d'un projet pilote de bibliothèques scolaires à Lagos, au Nigeria. Par cet accord, l'Unesco a fourni l'assistance experte, une bourse de travail dans une bibliothèque scolaire, un soutien financier pour des livres et de l'équipement (Bonny 1966, 71).

Le British Council a également apporté d'importantes contributions au développement des bibliothèques dans les colonies britanniques, en nommant des spécialistes en bibliothéconomie, en effectuant des conférences, en offrant des subventions, en donnant des livres, en offrant des bourses d'études, etc.

Le programme Colonial de Développement de Bibliothèque (CLDP) a été introduit dans les colonies britanniques de l'Afrique de l'Est par le British Council en 1959 et ses objectifs étaient de fournir une mesure d'aide financière par rapport aux coûts de développement d'une

bibliothèque et de formation du personnel, afin de leur permettre de commencer ou de développer des services de bibliothèque (Matogo 1975, 299).

Le British Council a désigné Sidney Hocky en tant qu'organisateur du Développement des Bibliothèques pour les gouvernements de l'Afrique de l'Est en 1950 et, plus spécialement, pour le Kenya, le Tanganyika et l'Ouganda. Dans son rapport, il recommandait l'établissement d'un système national de bibliothèques, administré par des organismes statutaires. Il tenait également à ce que le système national de bibliothèques devrait se composer de bibliothèques nationales centrales dans les capitales, de bibliothèques provinciales ou régionales, de bibliothèques de district, de petites bibliothèques et de bibliobus (Sturges 2001, 41).

La société Carnegie était l'une des organisations nationales qui a aidé au développement des bibliothèques. Elle a soutenu l'Afrique du Sud dans le développement d'une bibliothèque moderne depuis 1928. Elle a soutenu ce pays par une aide financière pour mettre en application les recommandations principales de la Conférence Nationale sur les Affaires de Bibliothèque en 1928 (Kesting 1980, 171-172).

Plus tard, la société Carnegie s'est intéressée à l'Afrique de l'Ouest. Elle a désigné un Comité qui devait rendre compte du développement et de l'expansion des aménagements des bibliothèques en Afrique de l'Ouest. En adhérant aux recommandations du rapport, elle a fourni un montant de 6,250 £ pour le développement d'une bibliothèque publique et d'un service de bibliothèque itinérante et pour construire la Bibliothèque de la ville d'Accra avec une agence pour servir les patients et le personnel de l'Hôpital de Korle-Bu, à Cape Coast. Toutefois en 1942, on décida de ne plus attribuer désormais de subventions pour le développement des bibliothèques, en raison de l'état de guerre (Osei-Bonsu 1988, 223).

La société Carnegie a fourni l'assistance financière pour ériger un Service National gratuit de bibliothèques dans le sud de la Rhodésie (à présent le Zimbabwe) en 1943 à la demande faite par Dugald Nivan, le bibliothécaire de la Bibliothèque Publique de Bulawayo (Sturges 2000, 39).

La Fondation Rockefeller a aussi participé en Afrique de l'Est au développement de la formation en bibliothèque. Sous les auspices de la Fondation Rockefeller, une conférence sur la formation professionnelle en bibliothéconomie s'est tenue à Nairobi en 1963. Elle a soutenu l'école de Bibliothécaires, à l'Université de Makere, à Kampala, par un directeur et des fonds pour l'assistance d'une secrétaire, jusqu'en décembre 1965 (Sait 1972, 329).

Mettre sur pied un Conseil National des Bibliothèques par les gouvernements peut être considéré comme l'un des facteurs favorables au développement des services de bibliothèques et a montré l'enthousiasme des gouvernements à cet égard comme un élément essentiel dans le développement national.

L'influence de l'Ordonnance de 1949 du Conseil de la Bibliothèque de la Côte-d'Or et la création du Conseil de la Bibliothèque de la Côte-d'Or en 1950 peut, à n'en pas douter, avoir fourni un modèle pour les autres pays pour élaborer leur Conseil de Bibliothèques. Le Conseil de la Bibliothèque de la Côte-d'Or a été implanté par Evlyn Evens, Bibliothécaire du British Council comme chef- bibliothécaire. Les tâches principales du Conseil étaient d'établir, équiper, gérer et entretenir les bibliothèques et de prendre toutes les mesures nécessaires pour les mener à bien

(Evans 1964,38). Les pays tels que la Sierra Leone, le Tanganyika et le Kenya créèrent leur Conseils de Bibliothèque en 1959, 1963, 1965 respectivement. Selon Paul Struggles, dans une période relativement brève, l'approche d'un Service National des Bibliothèques devint le concept dominant dans la région (Sturges 2001, 39-41).

Ces Conseils ont progressivement développé des services spécifiques, qui étaient appropriés aux contextes africains. Initialement, ils se sont concentrés sur des services de bibliothèque publique. Dans le but de développer des bibliothèques publiques, d'entrée, le Conseil de la Bibliothèque Publique s'est établi en Ouganda par le Décret du Conseil de la Bibliothèque Publique en 1964, afin d'établir, d'équiper, de gérer et de maintenir des bibliothèques publiques en Ouganda (Motogo 1975, 303). L'institution du Conseil Consultatif de la Bibliothèque Nationale a été établie en Afrique du Sud en 1962, par laquelle, l'accent principal a été mis sur la coopération nationale (Kesting 1980, 173).

Les prestations des moyens de formation du personnel de bibliothèque, tant locaux qu'à l'extérieur, sont considérées comme l'un des facteurs favorables qui ont influencé le développement des bibliothèques en Afrique subsaharienne.

Dans les premières années, les bibliothécaires africains étaient formés au sein des bibliothèques qui les employaient, par les expatriés qui venaient de Grande-Bretagne. Généralement, les nouveaux bibliothécaires étaient formés d'abord comme assistants, parmi lesquels certains étaient envoyés en Grande-Bretagne grâce à des bourses d'études du British Council (Sturges 2001, 45).

Par la suite, les pays coloniaux eurent besoin d'avoir leur propre école de bibliothécaires afin de répondre aux besoins de main d'œuvre dans le domaine de la bibliothéconomie, adaptée aux besoins africains. L'Association Sud Africaine des Bibliothèques (SALA) ouvrit la voie à la formation en bibliothéconomie dès 1933 en Afrique du Sud (Kesting 1980,231). Comme une coentreprise entre les trois gouvernements coloniaux de la Côte-d'Or (à présent le Ghana), du Nigéria et de la Sierra Leone, la première école de bibliothécaires en Afrique de l'Ouest fut fondée en association avec le British Council, en Côte-d'Or en 1944. Mais le déroulement de l'enseignement fut interrompu au bout d'un an, car il n'y avait pas de perspective certaine d'emploi pour les étudiants inscrits. Après cela, l'école de bibliothécaires du Ghana fut créée en 1961, mais en 1965 elle a été intégrée à l'Université du Ghana, en tant que Département d'Etudes en Bibliothéconomie (Osei-Bonsu 1988, 230-232). L'école de bibliothécaires de l'Afrique de l'Est a été fondée à Kampala, en Ouganda, en 1963, pour satisfaire les besoins des pays de l'Afrique de l'Est, avec l'aide de l'Unesco (Sait 1972, 328). Comme conséquence à la Conférence de l'Unesco sur le Développement des Bibliothèques Publiques en Afrique, qui eut lieu au Nigeria en 1953, des écoles nationales pour bibliothécaires débutèrent à Accra, Ibadan et Dakar. Obi indique que l'Institut de Bibliothéconomie, de l'Université d'Ibadan, a ouvert en 1960, en tant qu'école professionnelle complète en Afrique tropicale (Obi 1982,20). A la fin des années 1960, les cours de bibliothéconomie ont été initiés par treize universités sud-africaines. (Kesting 1980,231-232).

Les Associations de bibliothèques nationales et régionales, qui étaient formées de professionnels du terrain, ont également joué un rôle majeur dans le développement du «bibliothécarat». L'Association Sud-Africaine des Bibliothèques (SALA) s'est établie en 1930

comme la première Association de bibliothèques des pays de l'Afrique subsaharienne. Son adhésion à l'origine était ouverte à toutes les personnes intéressées à l'avenir du service de bibliothèque et d'information en Afrique du Sud (Kesting 1980, 222). En tant qu'Association Régionale de Bibliothèques, la première Association des Bibliothèques de l'Afrique de l'Ouest (WALA) fut fondée en 1954, issue de la Conférence de l'Unesco sur le Développement de la Bibliothèque Publique en Afrique de l'Ouest, qui eut lieu au Nigeria en 1953 (Obi 1982, 9). Puisque le nombre des bibliothécaires formés travaillant en Afrique de l'Ouest augmentait, la WALA se scinda en Associations nationales, en 1962. L'association Nigérienne des Bibliothèques et l'Association Ghanéenne des Bibliothèques furent créées en 1962. (Obi 1982, 18-25). L'Association des Bibliothèques de l'Afrique de l'Est (EALA) fut fondée en 1957, mais elle fut dissoute par la suite.

### Conclusion

Il est clair que l'origine et le développement des bibliothèques dans les pays de l'Afrique subsaharienne furent influencés par l'état d'esprit des pays les régissant. Comme Matare (1977, 1) le présente : "Historiquement les bibliothèques en Afrique ont été influencées par les puissances coloniales. Les bibliothèques de l'ère coloniale existaient d'abord afin de pourvoir aux besoins éducatifs, de divertissements et de loisirs des colons européens et d'acculturer les Africains." Dans une mesure considérable, elles étaient influencées par les organisations internationales et nationales qui contribuaient à la planification, au financement et à la formation du personnel. Tous les facteurs favorables dont nous avons parlé ci-dessus, dépendaient en définitive de l'environnement économique, social et politique du pays.

### Références

1. Belton, E.J. 1972. Library development in East Africa. *Encyclopaedia of Library and Information Science*. 7, pp. 324-327.
2. Bonny, H.V. 1966. Unesco 's role in school library development in Nigeria. *Unesco bull. libr.* xx(2), pp.71-77.
3. Evens, Evelyn J.A. 1964. *A tropical library service*. London: Andre Deutsen.
4. Gardener, Frank M. 1966. Unesco and library and related services in Africa. *Unesco bull. libr.* xx(5), pp.212-218.
5. Kesting, Jean G. 1980. Libraries in Republic of South Africa. *Encyclopaedia of Library and Information Science*. 28, pp.129-259.
6. Kibirige, H.M. 1977. Libraries and illiteracy in developing countries: a critical assessment. *Libri*. 27(1), pp.54-67.
7. Kimble, David. 1963. *A political history of Ghana, 1856-1928*. London:

Clarendon Press.

8. Matare, Elizabeth. 1977. Libraries and cultural priorities in Africa. 63rd IFLA General Conference. Conference Programme and Proceedings. pp.1-6.
9. Matogo, B.W.K. 1975. Leading issues in developing of public libraries in Uganda, 1960-1970. *Libri*. 25(4), pp.298-317.
10. Obi, Dorothy S. 1982. Libraries in West Africa. *Encyclopaedia of Library and Information Science*. 33, pp.4-18.
11. Obi, Dorothy S. 1982. West African Library Association. *Encyclopaedia of Library and Information Science*. 33, pp.18-25.
12. Osei-Bonsu, M. 1988. Some aspect of library development in Ghana, 1750-1964. *Libri*. 38(3), pp.221-236.
13. Plumbe, Wilfred. 1968. Libraries in Africa. *Encyclopaedia of Library and Information Science*. 1, pp.118-126.
14. Sait, S.S. 1972. East African School of Librarianship. *Encyclopaedia of Library and Information Science*. 7, pp.327-337.
15. Sturges, Paul. 2001. The poverty of librarianship: an historical critique of public librarianship in Anglophone Africa. *Libri*. 51, pp.38-48.
16. Unesco. 1970. *Functional literacy: why and how*. Paris: Unesco.
17. Unesco. 1949. *Public Library Manifesto*. Unesco bull. libr. iii(7), p.242.
18. Varnex, R.L. 1971. Libraries in the Democratic Republic of Congo. *Encyclopaedia of Library and Information Science*. 5, pp. 607-627.
19. Willemin, Silvere. 1967. The training of librarians in Africa. Unesco bull. libr. xxi(6), pp.291-300.

.....

Traduit par Dominique ÜLKÜ  
Bibliothèque de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement  
24 rue Rothschild  
Case postale 136  
CH 1211 Genève 21

[Dominique.Ulku@iued.unige.ch](mailto:Dominique.Ulku@iued.unige.ch)  
Genève, le 15 août 2007